



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Parçay-Meslay, le

18 AVR. 2012

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

A l'attention de Monsieur MILLET

VAT 20120153

Nos réf : DY/DY/RapAPC/SITA-SONZAY/RéfactionTGAP

Vos réf. :

Affaire suivie par : Dominique YVON

Dominique.yvon@developpement-durable.gouv.fr

Affaire vérifiée par : Bertrand CROISE

Tél. 02 47 46 49 21 - Fax : 02 47 44 63 89

Objet : SITA Sonzay – Porter à connaissance / TGAP réduite

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
SITA - SONZAY

Par transmission du 28 mars 2012, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux située à SONZAY, la société SITA CENTRE OUEST, a adressé à Monsieur le Préfet un porter à connaissance relatif à la durée de vie des casiers dans lesquels sont stockés les déchets ménagers et assimilés. Ce document vise à faire en sorte que les déchets bénéficient de la réfaction de TGAP.

I. Situation administrative des installations

L'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés a fait l'objet de l'arrêté préfectoral N°18029 du 26 janvier 2007 et de l'arrêté modificatif N°18593 du 19 octobre 2009 autorisant la société SITA CENTRE OUEST à procéder à l'extension d'une installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « le Bois du Signal » à SONZAY (37360).

La quantité de déchets susceptible d'être reçue dans l'installation est fixée à 150000 t/an.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00

25-26 rue des Ailes

ZA n°2 les Ailes

37210 Parçay-Meslay

Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



II. Demande de la société SITA

La loi de finances n°2010-1658 du 29 décembre 2010 stipule notamment que l'article 266 nonies du Code des Douanes est ainsi modifié concernant les déchets ménagers et assimilés réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés : les déchets « stockés et traités selon la méthode d'exploitation du bioréacteur : dans un casier équipé dès sa construction des équipements de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats, la durée d'utilisation du casier étant inférieure à dix-huit mois et l'installation étant équipée d'un dispositif de valorisation du biogaz mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation » bénéficient d'une réduction de la taxe. La quotité (7 €/t en 2011) est fixée comme suit :

2012	2013	2014	A compter de 2015
10 €/t	10 €/t	10 €/t	14 €/t

La circulaire du 30 mars 2011 relative à la TGAP précise que « pour bénéficier de la réfaction, les installations doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1) les déchets doivent être réceptionnés dans un casier équipé dès sa construction des équipements de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats ;
- 2) la durée d'utilisation du casier doit être inférieure à 18 mois ;
- 3) l'installation doit être équipée d'un dispositif de valorisation du biogaz mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ce dispositif peut consister en une unité de production d'énergie (chaudière, moteur), une unité d'évapo-concentration des lixiviats, une unité de fabrication de carburant à partir du biogaz. Ces dispositifs doivent être cités et donc réglementés par l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement de la décharge, notamment en terme d'émissions dans l'air et de prévention des risques. Les torchères de destruction de biogaz ne sont pas des installations de valorisation du biogaz ».

Il est également précisé qu'à « défaut de mention dans l'arrêté préfectoral de prescriptions imposant la mise en place des équipements de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats, une durée d'exploitation des casiers inférieure à 18 mois et la mise en place d'un équipement de valorisation du biogaz, la réfaction de TGAP ne peut être obtenue ».

III. Avis de l'inspection des installations classées

Dans son porter à connaissance, l'exploitant rappelle et précise que :

1- Les déchets sont réceptionnés dans des casiers équipés dès leur construction des équipements de captage du biogaz et de réinjection des lixiviats (l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2007 stipule explicitement que les casiers sont exploits en mode bioréacteur).

- Concernant le captage du biogaz, les casiers sont équipés dès leur construction d'un puits mixte de captage et de pompage du biogaz et des lixiviats ; ce dispositif est complété au fur et à mesure du phasage de l'exploitation par la mise en place de puits complémentaires de captage du biogaz. De la même manière, ces puits sont reliés au fur et à mesure au dispositif existant de valorisation du biogaz (cogénération).

- Concernant le dispositif de réinjection des lixiviats, celui-ci est conçu au moment de la création des casiers, avant leur mise en exploitation. Les drains de réinjection sont alors mis en œuvre dès que l'épaisseur de déchets est suffisante et significative, en couches successives jusqu'à la cote finale d'exploitation du casier.

2- La durée d'exploitation du dernier casier exploité (le 43) et la durée prévisionnelle d'exploitation des casiers 38 à 41 est inférieure à 18 mois :

Casier	Date de mise en service	Date de fin d'exploitation effective ou prévisible	Durée d'exploitation (en mois)
43	12 juillet 2010	10 avril 2011	9
38	11 avril 2011	3 juillet 2012	14,7
39	Juillet 2012	Novembre 2013	16,7
40	Novembre 2013	Mars 2015	16,2
41	Avril 2015	Octobre 2015	6

Il est précisé que les estimations ci-dessus ont été réalisées à partir d'une hypothèse de travail de 130000 t/an de déchets reçus (référence : années 2010 et 2011*), en considérant le vide de fouille des casiers 43 et 38 à 41 (respectivement : 108384 m³, 176939 m³, 201130 m³, 195320 m³, 71990 m³).

* 131710 t et 133790 t

Eu égard aux arrêtés préfectoraux en vigueur, l'exploitant sollicite du Préfet la modification de son arrêté d'autorisation pour faire valoir cette durée maximale d'exploitation de 18 mois.

3- L'« ISDnD » est équipée d'un dispositif de valorisation du biogaz (cogénération) dont les conditions de surveillance font l'objet des prescriptions techniques déclinées au chapitre 4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2007 (le dispositif fonctionne depuis 2001).

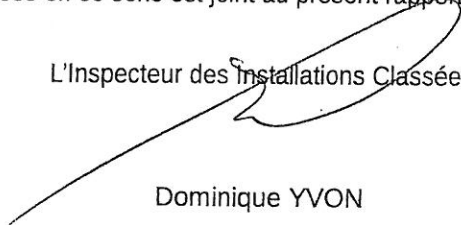
IV. Conclusion

Au regard de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement, l'exploitation des casiers en moins de 18 mois n'est pas considérée comme étant une modification substantielle et ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation. Pour autant, la réfaction de la TGAP ne peut avoir lieu que si l'arrêté d'autorisation fixe explicitement la durée maximale d'exploitation des casiers (à 18 mois).

En conséquence de quoi, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'Inspection des Installations Classées propose de prendre, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, un arrêté complémentaire fixant la durée maximale d'exploitation des casiers de stockage des déchets ménagers et assimilés de l'installation de stockage de déchets non dangereux de SONZAY de la société SITA CENTRE OUEST à 18 mois.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposé en ce sens est joint au présent rapport.

L'Inspecteur des Installations Classées



Dominique YVON

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement des Territoires et des Installations Classées

Pour le Directeur,
Le Chef du Service Environnement
Industriel et Risques



Jean-Pierre RICHARD